

SOLIDARITE URGENCE SETOISE

35, rue Pierre Sémard
34200 - SETE

**COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

SOLIDARITE URGENCE SETOISE

35, rue Pierre Sémard

34200 - SETE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes annuels :

- Les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 lié à l'ANC 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels dans le paragraphe « Méthode générale »
- La modification du traitement des mouvements de fonds dédiés exposé dans l'annexe des comptes annuels dans le paragraphe « Méthode générale »

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 30 mars 2026

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Josselin NAZON', is written over a horizontal line.

Le Commissaire aux Comptes
SOFRACO
Josselin NAZON

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	13 343	9 098	4 245	5 634	- 1 389
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	58 937		58 937	58 937	
Constructions	985 817	499 424	486 393	535 366	- 48 973
Installations techniques, matériel et outillage industriels	687 761	582 942	104 819	131 615	- 26 796
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes	12 500		12 500		12 500
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	28 262		28 262	27 475	787
TOTAL (II)	1 786 620	1 091 463	695 156	759 028	- 63 872
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	32 055	8 282	23 773	9 336	14 437
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	54 818		54 818	62 360	- 7 542
Charges constatées d'avance	141		141	1 892	- 1 751
Valeurs mobilières de placement	2 678 438		2 678 438		2 678 438
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	377 225		377 225	2 749 493	-2 372 268
TOTAL (III)	3 142 677	8 282	3 134 396	2 823 080	311 316
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	4 929 297	1 099 745	3 829 552	3 582 108	247 444

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 777 807	1 504 601	273 206
. Autres			
Report à nouveau	603 402	709 355	- 105 953
Excédent ou déficit de l'exercice	234 511	167 253	67 258
Situation nette (sous total)	2 615 720	2 381 209	234 511
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	122 780	139 316	- 16 536
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 738 500	2 520 525	217 975
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	109 444	107 355	2 089
TOTAL (II)	109 444	107 355	2 089
PROVISIONS			
Provisions pour risques	42 146	51 152	- 9 006
Provisions pour charges	112 732	65 037	47 695
TOTAL (III)	154 878	116 189	38 689
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	398 166	427 176	- 29 010
Emprunts et dettes financières diverses	24 993	26 281	- 1 288
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 351	78 192	- 841
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	294 281	277 690	16 591
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	5 235	4 996	239
Produits constatés d'avance	26 704	23 705	2 999
TOTAL (IV)	826 730	838 039	- 11 309
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	3 829 552	3 582 108	247 444
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations		150	- 150	-100
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	306 043	302 413	3 630	1,20
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	2 644 921	2 520 541	124 380	4,93
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	1 140		1 140	N/S
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	9 006	56 174	- 47 168	-83,97
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles	11 500		11 500	N/S
Utilisations des fonds dédiés	1 816	146 856	- 145 040	-98,76
Autres produits	12 159	2 182	9 977	457,24
Total des produits d'exploitation (I)	2 986 585	3 028 317	- 41 732	-1,38
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 131 929	1 121 031	10 898	0,97
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	81 287	83 269	- 1 982	-2,38
Salaires et traitements	1 058 779	1 044 627	14 152	1,35
Cotisations sociales	356 752	353 572	3 180	0,90
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	89 054	96 198	- 7 144	-7,43
Dotations aux provisions	47 695	32 821	14 874	45,32
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés	3 906	107 355	- 103 449	-96,36
Autres charges	14 125	19 172	- 5 047	-26,32
Total des charges d'exploitation (II)	2 783 526	2 858 045	- 74 519	-2,61
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	203 058	170 272	32 786	19,26
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	53 639	66 957	- 13 318	-19,89
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	53 639	66 957	- 13 318	-19,89
axiome FINANCIÈRES				
SOFRACO				
Commissariat aux comptes - Audit				
215 rue Samuel Morse – Le Triade 3				
34000 MONTPELLIER				
SIRET 333464030 00027				
tissements, aux dépréciations et aux provisions				

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Intérêts et charges assimilées	9 312	9 979	- 667	-6,68
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)	9 312	9 979	- 667	-6,68
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	44 327	56 978	- 12 651	-22,20
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	247 385	227 250	20 135	8,86
PRODUITS EXCEPTIONNELS		26 144	- 26 144	-100
Total des produits exceptionnels (V)		26 144	- 26 144	-100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		70 072	- 70 072	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		70 072	- 70 072	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-43 928	43 928	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	12 874	16 070	- 3 196	-19,89
Total des produits (I + III + IV)	3 040 223	3 121 418	- 81 195	-2,60
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 805 712	2 954 165	- 148 453	-5,03
EXCEDENT OU DEFICIT	234 511	167 253	67 258	40,21
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	61 438	151 121	- 89 683	-59,35
Prestations en nature	9 593	9 739	- 146	-1,50
Bénévolats				
Total	71 031	160 860	- 89 829	-55,84
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature	61 438	151 121	- 89 683	-59,35
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature	9 593	9 739	- 146	-1,50
Personnel bénévole				
Total	71 031	160 859	- 89 828	-55,84

Annexes Associations

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité : Solidarité Urgence Sétoise a pour mission d'assurer l'accueil, le logement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes ou familles connaissant de graves difficultés en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Il s'agit notamment de victimes de violence, de personnes confrontées à l'alcoolisme et aux toxicomanies ou de personnes sortant de prison.

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées : Les missions réalisées par l'association peuvent être regroupées selon les principaux pôles d'activité suivant :

- * accueil de jour
- * pôle santé (Lits Halte Soins Santé)
- * pôle Logement
- * Centre d'hébergement et de réinsertion sociale, hébergement de stabilisation
- * Service d'accueil d'orientation

* Hébergement d'urgence

- Description des moyens mis en œuvre : L'association emploie en moyenne une quarantaine de salariés. Elle dispose de locaux dans lesquels sont hébergés les services administratifs. Elle est propriétaire d'une partie de ces locaux. L'association est également propriétaire de deux autres ensembles immobiliers dans lesquels sont hébergés les usagers. Elle dispose également de logement en location qui sont mis à la disposition des usagers.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 3 829 551,93 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 234 511,14 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 07/04/2026 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC 2022-06 ainsi qu'avec les articles L.123-12 à L.123-28 du Code de Commerce.

:

- > continuité de l'exploitation
- > permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- > indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

L'organisme financeur a fixé de manière définitive à +43.977,27 € du résultat du CHRS et à +46.109,11 € du résultat des LHSS pour l'exercice 2023. Cet arrêté nous impose de modifier l'affectation initiale des résultats voté par l'AG qui a arrêté les comptes 2023

Affectation initiale des résultats:

Résultat sous contrôle des tiers financeurs CHRS	43.977,27 €
Résultat sous contrôle des tiers financeurs LHSS	46.109,11 €
Report à nouveau gestion non contrôlée	69.390,03 €
Affectation définitive des résultats:	
Résultat sous contrôle 1/3 financeurs CHRS	40 000,00 €
Réserve d'investissement CHRS (sous contrôle 1/3 financeurs)	3.977,27 €
Réserve de compensation LHSS (sous contrôle 1/3 financeurs)	20.000,00 €
Réserve d'investissement LHSS (sous contrôle 1/3 financeurs)	26.109,11 €
Report à nouveau gestion non contrôlée	69.390,03 €

L'Association avait fait l'objet de deux assignations aux prud'hommes de la part de deux ses salariés. Ces assignations avaient fait l'objet de provision pour risque qui s'élevaient à 20.926,70 euros pour la première assignation et 30.225,55 euros pour la seconde. Le conseil des prud'hommes a rendu une décision concernant le second litige condamnant l'association à verser une somme brute de 15.786,11 euros, soit un coût total, charges comprises, de 21.717,19 euros. L'association n'a pas interjeté appel de cette décision. La provision a été réduite en conséquence entraînant une reprise de la provision antérieure d'un montant de 9.006,29 euros. L'appel interjeté concernant le premier litige étant toujours en cours, nous avons maintenu inchangé la provision à 20.926,70 euros.

Les dons en nature, notamment de nourriture à l'attention de l'accueil de jour, ont sensiblement diminué en 2025 passant de 151.120,50 euros à 61.437,60 euros. Cette baisse fait suite à une forte hausse en 2024 passant de 43.368 euros en 2023 à 151.120 euros en 2024. Ces variations n'ont néanmoins aucun impact sur le résultat de l'association.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC 2022-06 ainsi qu'avec les articles L.123-12 à L.123-28 du Code de Commerce.

Dans ce cadre, certaines modalités de présentation et de comptabilisation ont été adaptées au cours de l'exercice.

1. Reclassement des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) et remboursements de frais de formation

À compter de l'exercice, les indemnités journalières de sécurité sociale ainsi que les remboursements de frais de formation sont désormais comptabilisés en diminution des charges de personnel, conformément aux principes de présentation du PCG.

Jusqu'à présent, ces éléments étaient enregistrés en produits d'exploitation.

Ce changement constitue une modification de présentation sans impact sur le résultat de l'exercice, mais améliore la lisibilité du coût réel du personnel.

2. Évolution du traitement des fonds dédiés

L'association a modifié la présentation des mouvements de fonds dédiés :

- antérieurement :

reprise intégrale des fonds dédiés d'ouverture en produits (compte 7), et comptabilisation du montant total des fonds dédiés de clôture en charges (compte 6) ;

- désormais :

seule la variation nette des fonds dédiés sur l'exercice (dotation ou reprise) est comptabilisée en résultat.

Cette méthode est conforme aux principes actuels du PCG et permet une meilleure traduction économique des ressources affectées.

Ce changement constitue une modification de méthode comptable.

L'impact sur le résultat de l'exercice est nul.

Les comptes de l'exercice précédent n'ont pas été retraités.

3. Reclassement des produits de cession d'immobilisations

Conformément aux évolutions du PCG ayant supprimé la notion de résultat exceptionnel, les produits de cession d'immobilisations sont désormais comptabilisés en résultat d'exploitation (compte 75).

Antérieurement, ces opérations étaient présentées en résultat exceptionnel.

Ce reclassement constitue une modification de présentation sans incidence sur le résultat net.

4. Les subventions d'investissement rapportées au résultat sont désormais comptabilisées en compte 747

Subventions d'exploitation, et non plus en compte 777 Quote-part de subventions virée au résultat de l'exercice.

Cette évolution résulte de la suppression des produits exceptionnels dans le Plan comptable général.

Ce changement constitue une modification de présentation, sans incidence sur le résultat de l'exercice.

5. Comparabilité des comptes

En raison de ces évolutions :

certaines rubriques du compte de résultat ne sont pas directement comparables avec celles de l'exercice précédent; toutefois, ces changements sont sans incidence globale sur le résultat de l'exercice .

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances usagers sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel (10% dégressif jusqu'à 50 ans), de l'espérance de vie (table de mortalité INSEE 2018-2020), du taux de charges sociale (40%) et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles (3%).

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Au 31 décembre 2025, la provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 112.732 euros.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Accueil de jour : Préparation de repas pour la période hivernale : 277 heures

Point santé : Consultation médicale d'un médecin : 417 heures

Total des heures de bénévoles : 694 heures

Par prudence, ces contributions ont été valorisée au montant minimum du SMIC, soit :

Salaires bruts 694 heures * 11,88 = 8.244,72 euros

Charges sociales : 1.348,03 euros

Coût global 9.592,75 euros

Par ailleurs, l'association a bénéficié de dons en nature de produits d'entretien et de produits alimentaires principalement destinés aux petits déjeuners et à la fourniture de repas pour un montant total de 61.437,60 euros.

Annexes Associations (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	13 343			13 343
Immobilisations corporelles	1 736 620	24 395	16 000	1 745 015
Immobilisations financières	27 475	1 843	1 056	28 262
TOTAL	1 777 437	26 238	17 056	1 786 620

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	7 709	1 389		9 098
TOTAL I	7 709	1 389		9 098
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	189 124	24 118		213 242
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	261 326	24 855		286 181
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	321 774	5 523		327 297
Matériel de transport	34 141	13 480	16 000	31 620
Matériel de bureau et informatique	204 336	19 689		224 025
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 010 701	87 665	16 000	1 082 366
TOTAL GENERAL (I+II)	1 018 409	89 054	16 000	1 091 463

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	28 262		28 262
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	32 055	32 055	
Autres créances	54 818	54 818	
Charges constatées d'avance	141	141	
TOTAL	115 276	87 014	28 262

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	52 762
Autres produits à recevoir	68
TOTAL	52 830

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	8 282			8 282
Comptes financiers				
TOTAL	8 282			8 282

Annexes Associations (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

	N-1	RAN Créditeur gestion non contrôlée	Résultat sous contrôle des 1/3 financeurs	Résultat 2024	Affectation gestion non contrôlée (excédents exercices antérieurs)	Résultat 2023 def LHSS	Résultat def CHRS	Augmentations	Diminutions	N
Capital social										
Primes et écarts										
Réserves légales										
Autres réserves	1 504 601				223 120	46 109	3 977			1 777 807
Report à nouveau	709 355	47 500	119 753	167 253	-223 120	-46 109	-3 977			603 402
Résultat	167 253	-47 500	-119 753					234 511		234 511
Provisions règlementées										
Subventions d'investissement	139 316								-16 536	122 780
Total capitaux propres	2 520 525							234 511	-16 536	2 738 499

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs	58 046	289 746
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		371 719
SOLDE	58 046	661 466

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisation : Montant global	Utilisation : Dont remboursé	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : dont fonds à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
CHRS	8 652		382			8 270	
LHSS	32 220					32 220	
ACT	0	3 906				3 906	
Nuitées d'hôtel	25 483		1 434			24 049	
DHU DAHI	41 000					41 000	41 000
Total	107 355	3 906	1 816	0	0	109 444	41 000

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	398 166	32 136	125 668	240 362
Dettes financières diverses	24 993	24 993		
Fournisseurs	77 351	77 351		
Dettes fiscales et sociales	294 281	294 281		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 235	5 235		
Produits constatés d'avance	26 704	26 704		
TOTAL	826 730	460 700	125 668	240 362

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	2 610
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	19 245
Dettes fiscales et sociales	140 006
Autres dettes	1 083
TOTAL	162 944

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions de fonctionnement

Dispositif	Financier principal	Montant 2025	Montant 2024
CHRS	DDCS	521 062	582 472
LHSS	ARS	399 229	414 895
ACT	ARS	191 705	142 981
SAO	DDCS	105 971	120 174
Accueil de jour	DDCS	180 504	192 895
Un toit pour Jonas	DDCS	55 085	41 488
Hébergement d'urgence	DDCS	409 040	376 872
ELH	Conseil départemental de l'hérault	209 862	183 040
Alter 2	DDCS	70 570	63 921
DAHI DHU	DDCS	38 267	38 349
IML	DDCS	110 313	110 313
Maison relais	DDCS	199 334	205 242
Point santé	Assurance Maladie	5 000	9 000
DEF	DDCS	64 351	50 499
Réfugiés temporaires	DDCS	0	5 110
Soutien psychologique	DDCS	66 000	22 000
TOTAL		2 626 294	2 559 251

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties**Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

L'association a consenti une promesse d'affectation hypothécaire sur les locaux 24 28 rue Pierre SEMARD 34200 SETE au profit de la Caisse d'Epargne en garantie du prêt souscrit auprès de cet établissement pour l'acquisition de ces locaux pour un montant initial de 300.000 euros.

Capital restant dû au 31/12/2025 : 211.250 euros

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

L'association bénéficie de la caution de la CIE EUR DE GARANTIES ET DE CAUTIONNEMENT à hauteur de 50% du prêt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant initial de 300.000 euros.

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	211 250	105 625
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL	211 250	105 625

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 112.732 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : 10% dégressif jusqu'à 50 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2%
- le taux d'actualisation retenu : 3%
- le taux moyen des charges sociales : 40%

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	
Non cadres	35	
TOTAL	38	0